



Photo : Sylla Yacouba

Yoli Bi Marguérite, Paul Van Tongeren, Konan Jacqueline, Dadié Koffi, Mian et Emmanuel Bombande (de la gauche vers la droite)

### Sortie de crise : La société civile en quête de stratégies pour la prévention des conflits

Dernière mise à jour : 23 Feb 2009 - 23:13 GMT

Plusieurs experts de la société civile en provenance du monde entier réfléchissent, depuis hier, aux mécanismes les plus efficaces pour la prévention des conflits. La Côte d'Ivoire, qui sort d'une crise survenue le 19 septembre 2002, constitue, par conséquent, de l'avis des participants, une expérience qui devrait inspirer les réflexions qui se déroulent à Ibis Plateau, jusqu'au 26 février. «Mobilisons-nous pour une réponse précoce aux conflits», est le thème de la conférence internationale du Partenariat mondial pour la prévention des conflits (Gppac) et organisée par le Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix en Côte d'Ivoire (Wanep-Côte d'Ivoire) composé de 19 organisations. Les principaux sujets qui seront débattus sont: "Pour une action concertée en vue de la prévention; Rôles de la société civile dans la prévention des conflits; Analyse de cas de mobilisation des réponses rapides; Développement des stratégies force dans le cadre de l'alerte et de la réponse précoce". Il s'agit d'analyser des modèles de gestion de crise, en tirer des leçons et de dégager des stratégies qui pourraient servir dans d'autres pays.

Organisée sous le haut patronage du Chef de l'Etat, Laurent Gbagbo, la conférence a été ouverte par le directeur général du ministère de la Réconciliation nationale et des Relations avec les institutions, Dadié Koffi, représentant le ministre Dano Djédjé. Celui de l'Intégration africaine était représenté par son directeur de cabinet adjoint, Mme Konan Jacqueline.

M. Dadié a félicité le Wanep-Côte d'Ivoire et le Gppac pour cette initiative qui s'inscrit dans la droite ligne de la mission poursuivie par son ministère. Notamment le règlement des conflits de cohabitation, les problèmes fonciers et ceux liés aux activités économiques, les conflits divers. D'où son appui à toutes les actions de cette organisation. Il a expliqué que si la paix est sauvegardée, le développement devient possible; mais si la paix est dégradée, tout est compromis. Il a donc encouragé la société civile à inculquer dans les esprits des populations, les

notions de «paix, démocratie, respect des institutions républicaines, de défense des droits humains» qui sont des principes chers au ministre de la Réconciliation nationale.

C'est dans le même registre que s'est inscrite Mme Konan Jacqueline. Elle a présenté les efforts entrepris par le gouvernement. Non seulement la Côte d'Ivoire fait partie des 5 pays membres du conseil des sages de la Cedeao, mais aussi, elle a ratifié la plupart des conventions portant sur la prévention des conflits. Récemment, le Parlement a adopté la loi contre la prolifération des armes légères et de petits calibres et il ne reste plus qu'à la promulguer. Le souci de tous est de parvenir à un monde de paix et de sécurité. Selon Mme Konan, le gouvernement estime qu'il faut une plus grande implication de la société civile.

La coordinatrice nationale du Wanep, Mme Marguerite Yoli Bi Koné, a exprimé sa gratitude aux autorités ivoiriennes pour leur appui constant. Elle considère que si le monde ne peut éviter les conflits, il peut au moins amoindrir les effets; d'où la nécessité de la prévention qui est une solution moins coûteuse et durable. Quant au directeur exécutif du Wanep, Emmanuel Bombande, il soutient que cette réunion est la manifestation concrète du soutien que la société civile internationale apporte au pays. Il a plaidé aussi pour la prévention plutôt que de chercher à reconstruire ce qui est détruit et qui ne peut donner satisfaction entièrement, même si cela se passe comme souhaité.

Le secrétaire général du Gppac, Paul Van Tongeren, a relevé l'importance de la société civile dans le processus.

Paulin N. Zobo

Fraternité Matin, 24 Février 2009